

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 18 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU

54 avenue de l'Atlantique
53000 Laval

Références : 2025-242_INSP_RAP_HB_PIGEON GRANULATS L-A-Grande Lande – La Flèche
Code AIOT : 0006309501

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU implanté Les Grandes Landes 72200 LA FLECHE. L'inspection a été annoncée le 04/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU
- Les Grandes Landes 72200 LA FLECHE
- Code AIOT : 0006309501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La visite concerne une carrière de sables et de graviers située au lieu-dit « Les Grandes Landes » sur le territoire de la commune de La Flèche autorisée par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT2017-0601 du 1er décembre 2017 pour une durée de 15 ans au bénéfice de la S.A.S. SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE SEICHES. Il n'y a pas d'installation de traitement de matériaux autorisée sur le site de cette carrière. L'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2021-0238 du 28 octobre 2021 transfère l'autorisation environnementale au profit de la société SAS PIGEON GRANULATS Loire-Anjou. Le traitement des matériaux est réalisé sur la carrière mitoyenne du site de « la Louverie ». La SAS PIGEON GRANULATS Loire-Anjou a demandé une prorogation de 2 ans du délai de la mise en service de la carrière, actée par la préfecture de la Sarthe le 19 décembre 2022. L'exploitation de la carrière voisine de sables et de graviers située au lieu-dit « la Louverie » sur le territoire de la Flèche

est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00.5343 du 19 décembre 2000 au profit de la société des Carrières du Maine et de la Loire pour une durée de 25 ans. Des transferts de l'exploitation de cette carrière ont eu lieu (arrêté préfectoral complémentaire n° 07-6381 du 21 décembre 2007 au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST, arrêté préfectoral complémentaire n° 2014350-0004 du 19 janvier 2015 au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE) avec en dernier lieu le transfert de l'exploitation au profit de la société Pigeon Granulats Loire-Anjou par l'arrêté préfectoral DCPAAT n°2022-0280 du 12 octobre 2022.

L'extraction au lieu-dit de "la Louverie" a été stoppée et le carreau restant non exploité contient une installation de traitement alimentée par les matériaux en provenance de la carrière située au lieu-dit "des Grandes Landes" mitoyenne dont l'extraction a débuté.

Une demande de prolongation de 2 ans de l'autorisation d'exploiter du site de « la Louverie » été déposée en mars 2025 pour permettre la finalisation d'un dossier de renouvellement et extension regroupant les deux sites.

Un porter à connaissance a également été transmis en préfecture de la Sarthe au mois de mai 2025 sur l'augmentation de la capacité de traitement de matériaux par l'utilisation de façon temporaire d'une installation mobile de concassage-criblage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.4.4 et 1.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande d'action corrective	4 mois
8	Prévention des pollutions – dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Demande d'action corrective	4 mois
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.2.5.2.	Demande d'action corrective	2 mois
12	Bruits – dispositions à respecter	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1		4 mois
14	Forage	AP Complémentaire du 25/07/2006, article 2	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification / publicité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet
3	Exploitation autorisée	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
7	Plan de Gestion des Déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
11	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20	Sans objet
13	Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la reprise de la carrière en 2022, certains éléments, qu'ils soient utilisés ou non, nécessitent d'être remis en conformité ou en sécurité (forage, aire de rétention...). L'extraction est terminée sur le site de "la Louverie", seul le traitement des matériaux en provenance de la carrière située au lieu-dit "des Grandes Landes" mitoyenne perdue dans l'attente du dépôt à venir d'un dossier de renouvellement et extension regroupant les deux sites. Un porter à connaissance pour augmenter la capacité de traitement du site est en cours d'instruction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification / publicité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Identification / publicité
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Des panneaux qui indiquent en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté sont affichés à l'entrée principale de « la Louverie » via la RD306. Des panneaux respectifs pour chacun des sites contenant ces informations sont également situés au niveau des portails d'accès au niveau du chemin forestier qui séparent « les Grandes Landes » et « la Louverie ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.4.4 et 1.4.5

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance et l'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières, de même six mois avant leur échéance. Avec ce document, l'exploitant transmettra un bilan circonstancié de l'état d'avancement de la remise en état du site : travaux réalisés et prévus pendant la phase qui s'achève et prévisions pour la phase qui va débiter. ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants : + tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; + sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % (quinze pourcents) de l'indice TPO1, et ce dans les six mois qui suivent cette variation.
Constats : Pour la carrière située aux « Grandes Landes », un acte de cautionnement solidaire a été transmis par l'exploitant pour un montant de 324 810 € du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Les garanties financières, d'un montant de 118 770 euros, ont été transmises sous la forme d'un acte de cautionnement pour la période du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026 pour le site de « la Louverie ». Ces documents ne sont pas associés à un bilan circonstancié de l'état d'avancement de la remise en état du site : travaux réalisés et prévus pendant la phase qui s'achève et prévisions pour la phase qui va débiter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les bilans circonstanciés de l'état d'avancement de la remise en état des sites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Exploitation autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Rubrique - Désignation des activités - Régime : 2510 - 1 Exploitation de carrière - Autorisation Grandeurs caractéristiques : Superficie totale de la carrière = 38ha 36a 80 ca équivalent à 383 680 m ² Superficie d'extraction = 32ha 80a équivalent à 328 000 m ² quantité maximale de matériaux extraits par an = 150 000 tonnes

quantité moyenne de matériaux extraits par an = 120 000 tonnes
<p>Constats :</p> <p>La production autorisée sur la carrière de « la Louverie » est de 120 000 tonnes au maximum et en moyenne 75 000 tonnes. A ce jour l'extraction sur le site de « la Louverie » est stoppée et le site traite les matériaux de la carrière des « Grandes Landes ». La production maximale autorisée sur le site des « Grandes Landes » est de 150 000 tonnes avec une moyenne de 120 000 tonnes de matériaux soit une différence de 45 000 tonnes supplémentaires en moyenne.</p> <p>Afin de prendre en charge ce tonnage supplémentaire, un porter à connaissance a été transmis en préfecture de la Sarthe au mois de mai 2025 sur l'augmentation de la capacité de traitement de matériaux par l'utilisation de façon temporaire d'une installation mobile de concassage-criblage.</p> <p>Les déclarations sous l'outil GEREP confirme l'extraction stoppée sur le site de « la Louverie » et l'extraction réalisée sur le site des « Grandes Landes » à hauteur de 125 270 tonnes de matériaux. Pour le site de « la Louverie », sous l'outil GEREP, il n'y a pas d'extraction déclarée mais la déclinaison de la production en produits finis et expédiés se trouve saisie sur ce site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 2.4.4
Thème(s) : Situation administrative, Épaisseur d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur moyenne d'extraction est de 3,7 mètres et l'épaisseur maximale d'extraction de 8 mètres (hors découverte) soit un niveau inférieur maximal d'extraction de 30 m NGF. L'extraction sera limitée en profondeur à la cote minimale de + 30 mètres NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le plan d'exploitation transmis pour l'année 2024, le niveau inférieur maximal d'extraction lisible est à plus de 38m NGF cependant la zone d'extraction étant en eau, et sans bathymétrie, le niveau d'extraction n'est pas déterminé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser les relevés bathymétriques pour justifier du respect de la cote maximale d'extraction dans les zones en eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité
Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Constats :

L'accès au site en exploitation est contrôlé durant les heures d'activité. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit par un portail à chaque point d'entrée (route et chemin forestier). L'accès des zones dangereuses visitées au niveau du forage, des bassins de décantation et des stocks est interdit par une clôture efficace ou autre dispositif équivalent (espace arbustif et ronciers). Le danger est signalé par des pancartes placées sur les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15

Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrière à ciel ouvert

Prescription contrôlée :

Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

Le plan d'exploitation de la carrière des Grandes Landes pour l'année 2024 en date du 10 octobre 2024 relevé par drone a été transmis par l'exploitant. Ce plan signale correctement le périmètre autorisé, les abords sur une bande de 50 mètres, la bande des 10 m par rapport au périmètre autorisé en extraction, les cotes d'altitudes relevées par drone sur les zones en exploitation (hors bathymétrie - cf point n°4), les bornes existantes et les piézomètres. Ce plan est couché sur une base d'ortho-photo et ne présente pas de zones remise en état, l'extraction débutant sur cette carrière la première phase est en cours.

Cependant reste à expliquer sur ce plan la différence entre le périmètre autorisé (ancienne extraction) en vert qui paraît appartenir à la carrière de « la Louverie » et le périmètre autorisé (nouvelle extraction) en rouge qui paraît appartenir à la carrière des « Grandes Landes ». Il y a également 2 piézomètres identifiés avec le numéro 1, le premier dans l'angle sud des « Grandes Landes », le second sur le bord sud de « la Louverie ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le plan réalisé pour l'année 2025 devra éclaircir les informations concernant les périmètres autorisés indiqués comme « nouvelle » et « ancienne » extraction ainsi que l'identification des piézomètres. Ce plan affichera les cotes relevées par bathymétrie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Plan de Gestion des Déchets (PGD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion des Déchets (PGD)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>NOTA :</p> <p>Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 24 avril 2017 pour les installations autorisées</p>

antérieurement à la date de publication dudit arrêté, ces dispositions entrent en vigueur au 1^{er} juillet 2018.

Constats :

Le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées de la carrière de « la Louverie » à la Flèche transmis à l'inspection des installations classées avant la visite a été établi et mis à jour par l'ancien exploitant, Lafarge Granulat France, en décembre 2021. Il n'a pas été réalisé de mise à jour de ce document suite au changement d'exploitant datant d'octobre 2022. L'extraction sur le site de « la Louverie » est terminée et les matériaux traités proviennent de la carrière des « Grandes Landes » mitoyenne.

Le plan de gestion des déchets d'extraction et des terres non polluées de la carrière des grandes Landes a été transmis par l'exploitant il date du mois de mai 2021 et a été réalisé par le LCBTP .

Il y a lieu de s'interroger sur l'adéquation du fonctionnement actuel des 2 carrières (l'une servant à l'extraction et l'autre au traitement des matériaux) et de ces 2 documents indépendants datant de 2021 soit avant la mise en place de ce fonctionnement.

Sous l'outil GEREP, 139 190 tonnes de matériaux (dont les stériles générés) sont déclarés sur le site des « Grandes Landes » pour l'année 2024. Il y a eu lieu de s'interroger sur le stockage des stériles générés en tenant compte du fait que ces matériaux sont traités sur le site de « la Louverie », site pour lequel aucun stérile n'est déclaré sous l'outil GEREP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du projet de regroupement-renouvellement-extension de ces 2 carrières, l'exploitant doit mettre à jour le plan de gestion des déchets d'extraction et des terres non polluées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des pollutions – dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions – dispositions générales

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Constats :

L'exploitant a repris la conduite de l'exploitation dans les conditions du précédent exploitant. Des améliorations sont attendues sur la limitation des risques de pollution des eaux, du sol et de l'air (cf point de contrôle n°9).

La majorité du site et ses abords sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus. Il reste malgré tout quelques vestiges de matériels de l'exploitant

précédent identifiés sur les extrémités du périmètre, parfois pris dans les ronces, qui doivent être évacués (cf photo). Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Lors de l'inspection, par temps très sec, il n'a pas été relevé d'envols de poussières ni de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant de remettre en conformité ses installations pour limiter les risques de pollution des sols et de l'eau.

L'exploitant doit évacuer du site les matériels non utilisés vers des filières appropriées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

18.1. Prévention des pollutions accidentelles :

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche vers un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cependant le circuit des effluents récupérés n'est pas connu (ni leur traitement) et le débourbeur n'a pas pu être inspecté.

Une cuve à fuel de 750 L est positionnée sur le bord de l'aire étanche et sans rétention. Sa capacité de rétention n'a pas été vérifiée (double peau avec détection?).

Certains de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés sur la grille d'évacuation des effluents récupérés de l'aire étanche. Il n'y a pas de capacité de rétention dont le volume soit quantifiable pour ces stocks (cf photos) et le circuit des effluents réceptionnés n'est pas identifiable.

Un conteneur servant d'atelier contient également des stocks de produits. Ces produits sont posés

sur des bacs de rétention mais la capacité nécessite d'être justifiée.
Un classeur contenant des fiches de sécurité des produits a été présenté lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité son aire étanche, sa cuve à fuel, ses rétentions et le justifier. Il doit identifier le circuit de ses effluents et du traitement réalisé (localisation et capacité du débourbeur / déshuileur). La fréquence d'**entretien du séparateur d'hydrocarbures** dépend de plusieurs facteurs : la taille du séparateur, la quantité d'eaux traitées et la nature des installations reliées. L'exploitant doit justifier de son existence et de cet entretien.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.2.5.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Un suivi régulier des niveaux piézométriques est réalisé pour les secteurs en exploitation mais également dans les secteurs remblayés. Il doit permettre de mesurer l'éventuelle incidence de l'excavation sur la nappe. Une mesure du niveau piézométrique est effectuée sur chacun des ouvrages au moins une fois par semestre, dont une mesure en période de basses eaux (fin de l'été) et une autre en période de hautes eaux (fin de l'hiver). L'exploitant effectue également, tous les ans, en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans le plan d'eau. Un suivi qualitatif des eaux de la nappe superficielle est également réalisé. Il doit permettre notamment de détecter une éventuelle pollution liée aux matériaux utilisés pour le remblayage et/ou à un rejet accidentel d'hydrocarbures sur le site. L'exploitant réalise une analyse initiale de la nappe superficielle dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté. Cette analyse porte sur les paramètres suivant : pH, DCO, indice hydrocarbures, ammonium, phosphates, chlorures, COT, fluorures, sulfates, HAP, PCB et BTEX. L'exploitant réalise ensuite une analyse tous les ans portant les mêmes paramètres. Les résultats de ces contrôles, les conclusions sur l'incidence de l'exploitation de la carrière sur la ressource en eau et le plan éventuel d'actions correctives apportés par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les fiches d'informations sur les suivis environnementaux des sites les « Grandes Landes » et « la Louverie » ont été transmises par l'exploitant. Ces fiches traduisent les prescriptions des arrêtés préfectoraux avec les fréquences, calendrier et la qualité des analyses à réaliser et un plan permet la localisation des points de prélèvement ou de mesure, les piézomètres y sont indiqués. Le piézomètre identifié sur le plan d'exploitation comme ayant le numéro 1 au sud de « la Louverie » est sur ce document identifié comme le piézomètre numéro 2.

Pour le site des « Grandes Landes », l'exploitant a transmis le bilan annuel 2024 de son suivi

environnemental réalisé par le LCBTP. Ce bilan restitue le suivi des eaux superficielles et souterraines, du bruit dans l'environnement et présente la caractérisation des matériaux de remblai.

Le suivi de la qualité du plan d'eau au niveau de l'extraction est effectué annuellement, les paramètres physico chimiques mesurés respectent les seuils de références.

Le suivi des eaux souterraines par le relevé des piézomètres n'a pas été réalisé en octobre 2024. Dans le graphique présentant les résultats, le piézomètre numéro 2 est dénommé « bis ». Les relevés de température et conductivité sont traduits comme une eau légèrement acide et faiblement à moyennement minéralisée. Les analyses annuelles réalisées sur les chlorures, sulfates, fluorures et orthophosphate en plus des matières organiques respectent les seuils appliqués pour les eaux brutes pour la production des eaux destinée à la consommation humaine (issus de l'annexe 2 de l'arrêté du 11 janvier 2007 donnés à titre indicatif). Les valeurs en HAP et PCB respectent également ces seuils pris pour référence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il y a lieu d'harmoniser l'identification des piézomètres pour améliorer la cohérence entre les documents et la compréhension, de respecter les fréquences des relevés.

Type de suites proposées : Action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Les équipements de lutte contre l'incendie vérifiés sont adaptés et conformes aux normes en vigueur (neufs de 2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bruits – dispositions à respecter

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits – dispositions à respecter

Prescription contrôlée :

22.1. Bruits :

En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des différentes installations sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans

l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture du site pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées."

Constats :

Les fiches d'informations des suivis environnementaux des sites les « Grandes Landes » et « la Louverie » ont été transmises par l'exploitant.

Les point de mesures au niveau des zones d'émergence réglementée sont identifiés sur le plan.

Pour le site des « Grandes Landes », l'exploitant a transmis le bilan annuel 2024 de son suivi environnemental réalisé par le LCBTP. Concernant le bruit dans l'environnement la dernière campagne de mesure date de 2022 la prochaine campagne de mesure doit être réalisée en 2025.

La campagne de mesure sur le site de « la Louverie » en date du 26 avril 2023, présentée dans le porter à connaissance de prolongation, les résultats sont indiqués comme conformes (méthode de contrôle mais pas d'expertise).

L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement précise : " Cette norme fixe deux méthodes de mesure se différenciant par les moyens à mettre en œuvre et par la précision des résultats. La méthode de mesure à utiliser est la méthode dite " d'expertise " définie au point 6 de la norme. Cependant, un simple contrôle du respect des prescriptions peut être effectué selon la méthode dite de " contrôle " définie au point 5 de la norme. Dans ce cas, une conclusion quant à la conformité des émissions sonores de l'établissement ne pourra être tirée que si le résultat de la mesure diffère de la valeur limite considérée (émergence ou niveau admissible) ."

La synthèse des résultats des mesures réalisées en 2023 présentent des valeurs indiquées comme conformes pour les 4 ZER de : inférieur à 1,0 dB, 1,5 dB, 3,5 dB et 5 dB. Aucune conclusion ne peut être tirée sur le niveau d'émergence, 2 valeurs ne diffèrent pas de plus de 2 dB(A) (méthode dite de « contrôle »).

Cette même étude est reproduite dans le porter à connaissance concernant l'ajout d'un cribleur concasseur mobile, il s'avère qu'il doit y avoir une étude reproduite avec une installation supplémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit produire, à fortiori pour son dossier de renouvellement-extension-regroupement, des études qui permettent de vérifier le respect de la réglementation dans les nouvelles conditions de fonctionnement souhaitées (avec le concasseur mobile).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation

Prescription contrôlée :

19.5. - Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production

annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

AMPG 26/11/2012 art39 - L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.

Constats :

La production annuelle de la carrière des "Grandes Landes" maximum ne dépasse pas 150 000 tonnes, l'exploitant n'a donc pas de plan de surveillance des émissions de poussières.

L'installation de traitement de matériaux présent sur le site de "la Louverie" n'a pas de point de rejet canalisé et est classée sous le régime de la déclaration et n'est pas soumise à une surveillance des émissions de poussières dans l'environnement.

Les fiches des suivis environnementaux des deux sites ne prévoient pas de surveillance des retombées de poussières.

L'exploitant a déposé un porter à connaissance pour l'installation d'un concasseur mobile par campagne sur le site. Il doit justifier de la puissance totale présente à terme sur le site pour l'activité de matériaux qui pourrait le faire passer sous le régime de l'enregistrement. Dans ce cas, il serait soumis aux prescriptions générales de l'arrêté du 26 novembre 2012 et son article 39 cité ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Forage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2006, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Forage prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Il est ajouté à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2000, les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant est autorisé à prélever les eaux souterraines au droit de la parcelle AZ 72 avec un débit maximal de 20 m³/h pour le lavage des matériaux extraits sur le site ;• Le forage est implanté à une distance minimale de 35 mètres des stockages d'hydrocarbures ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;• La protection verticale du réservoir aquifère est assurée par une cimentation étanche de l'espace annulaire de 0 à 7 mètres ;• Le tubage devra s'élever d'au moins 0,50 mètres au-dessus de la surface du sol et ne pas présenter d'ouverture latérale sur cette hauteur. Une margelle étanche de 3 m² au minimum devra être mise en place lors de l'équipement de l'ouvrage ;• Lorsque le forage n'est pas équipé de son groupe de pompage, il doit être fermé par un clapet cadénassé. L'ouvrage est équipé d'un compteur permettant de relever les consommations d'eau annuelles.
Constats : Le forage est implanté à une distance minimale de 35 mètres des stockages d'hydrocarbures ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines (zone de ravitaillement et d'entretien des engins). L'exploitant a indiqué que, depuis la reprise de l'activité du site de « la Louverie » par la société, il n'a pas utilisé le forage pour prélever les eaux souterraines en appoint des bassins de l'installation pour le lavage des matériaux extraits sur le site. Le capot recouvrant le forage est scellé avec un cadenas prévu à cet effet. La protection verticale assurée par une cimentation étanche est brisée et ne fait plus office de protection pour le forage (cf photo) ; La zone commence à être prise dans les ronces. Le tubage s'élève d'au moins 0,50 mètres au-dessus de la surface du sol et son intégrité ne paraît pas être remise en cause. Il n'y a pas de margelle étanche de 3 m ² au minimum au niveau de l'équipement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se mettre en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°8 : Prévention des pollutions – dispositions générales

20250516_114001

N°9 : Prévention des pollutions accidentelles



20250516_114837.jpg



20250516_114824.jpg

N°14 : Forage



20250516_113850



20250516_113825